L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 8 AOUT 1863.

Entre les rues Bienville et Conti

BUREAUX : No 73, rue de Chartres,

NOUVELLE-ORLEANS;
SAMEDI MATIN, 8 AOUT.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par le shérif—à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, un terrain situé dans le Premier District, rue Girod, avec des batisses.

Par E. Roger & Co—à leurs salles d'encan, marchandises sèches, linge fait, chemises, chapeaux et chaussures.

Par J. P. Boisseau—à la Bourse des Marchands et des Encanteurs, trois terrains face à la rue Gasquet.

Par le même — encoignure Nouvelle Levée et Gravier, vins, eau de vie, whisky, casgueroux, &c.

Par F. Fernandez—encoignure Chartres et St Louis marchandises sèches, mercerie, chaussures.

Par E. M. Jacobs—à 10 heures, le reste d'un fonds de épiceries et de faïence, encoignure St Philippe et Frieur.

Par J. P. Boisseau—à 10 heures, au coin des rues Gravier et Nouvelle Levée, maïs et cow peas— A onze heures, au coin des rues Magazine et Gravier, marchandises diverses.

Par F. F. Trinchard—à 10 heures, à son magasin d'encan, rue Gravier, No 42, articles divers— A midi, dans la rue des Magasins, No 116, goudron de marine.

Par S. F. Montgomery—à midi, aux écuries Union rue Carondelet, mulets, poney, barouches, wagons à hacmais.

Par R. Scott—à 10 heures, dans la rue des Magasins, No 84, groceries et provisions.

Par G. E. Tyler—à 4 heures P. M., à la station de Greenville, bestiaux.

ARRIVEE DE NAVIRES DE GUERRE ETRANGERS.—Le steamer de guerre de la marine française, *Le Catinat*, commandant Fabre, est arrivé mercredi dans notre port. Il vient remplacer *Le Tisiphone*, qui doit partir prochainement.

Le steamer de guerre anglais, *Le Bitzr*, qui était déjà venu à la Nouvelle-Orléans, est arrivé également depuis deux ou trois jours.

Arrivée du Steamship Creole.

Le Steamer *Creole*, capitaine John Thompson, parti de New York dans la soirée du 29 juillet, est arrivé hier dans l'après-midi. Voici la liste des passagers qu'il amène :

Capitaine R B Brown, capitaine A W Bradbury, capitaine O P Herve y, J L Reiser, F Collot, Mme John Delg, Alice Carion; en servante et 2 augants.

Le steamship Locust Point.

Le steamship de la malle des Etats Unis *Locust Point*, capitaine Samuel Hoffman, part ce matin à 9 heures pour New York directement, avec un fort frêt, les malles, et les passagers suivants :

Mme Snelling et son enfant, J W Andrews, C Gillman, E Palock, H Dorin, Mme Dorin, Mme Castaignette et 3 enfants H Chabaud, W A Maine, Hy Rasky C Rasky, W J Richards et 4 enfants, F C Cartwright, Mde F Adams, capitaine J M Magee, L G Queen—et 15 passagers d'entrepont.

La campagne de Pennsylvanie.

[Extrait d'une correspondance adressée au Mobile Advertiser.]

Il reste à faire sur la campagne du Maryland et de Pennsylvanie quelques observations intéressantes pour vos lecteurs. Le général Meade, par exemple, dans son rapport adressé à Washington et dans une dépêche au général Halleck, se montre, comme Pope et Hooker, un grand économe de vérités. Dans l'adresse à l'armée, le 4 juillet, il dit que les "Confédérés entièrement battus et découragés, ont abandonné la lutte et la cause de bataille." Cette assertion est employée en termes très doux. Etait simplement fausse à l'époque où elle a été faite. Dans sa dépêche au général Halleck datée du 5 juillet, à 1:30 il est également malheureux en disant que les "Confédérés se sont retirés protégés par la nuit et, forte pluie, dans la direction de Fairfield et Cashtown et que sa cavalerie s'était mise en chasse." Sa cavalerie n'a jamais fait de poursuite en aucun moment; nulle portion de nos forces, à l'exception des blessés, ne se retira par la route de Cashtown, le dimanche, lundi, à 1:30, l'armée confédérée, bien qu'elle se prépara à décamper, ne l'avait pas encore fait cependant. Au contraire, toute l'armée à cette même heure occupait encore sa position du champ de bataille ou était dans le voisinage immédiat. Les déclarations du général Wolford firent peser prisonniers sur le champ de bataille dimanche matin et rapportèrent, qu'à l'exception de quelques pillards, on ne voyait l'ennemi nulle part. Le même rapport fut fait par le général Benning, de la division Hood, laissé en arrière avec sa brigade pour surveiller les mouvemens de l'ennemi devant notre aile droite. Il resta jusqu'à neuf heures, dimanche matin, 5 juillet, et l'ennemi à cette heure n'avait encore paru sur aucun point du champ de bataille.

La vérité est que le général Meade commença à se retirer le 4. Ce mouvement fut si évident que le général McLaws rapporta au général Longstreet dans l'après-midi de ce jour, par l'intermédiaire d'un aide de camp intelligent, le capitaine J.B. Lamar, que les forces fédérales qui étaient devant lui se retiraient—et je suis informé qu'un semblable rapport fut envoyé de la division Hood sur l'extrême droite. Le même fait s'est signalé par des officiers sur d'autres points de la ligne. Alors, comment nous rendre compte des prétentions mises en avant par le commandant fédéral ?

La question trouve sa réponse dans le fait qu'il découvrit lui-même, que dans la journée du 5 le général Lee s'était certainement retiré, comme Lee avait découvert que le général Meade s'était retiré lui même et, avec l'espoir de donner quelque couleur à ses prétentions d'avoir gagné la bataille, il prit une attitude audacieuse, fit l'adresse à son armée, écrivit la dépêche au général Halleck et data ces deux pièces de manière à couvrir le temps auquel est fait la déclaration. Ses assertions, néanmoins, ne peuvent être convenablement caractérisées qu'en les appelant ce qu'elles sont, des fausseté délibérées, trop transparentes pour tromper les hommes connaissant les faits.

S'il est vrai que les habitants de la Pennsylvanie commencent un long lot de leurs chevaux, leurs troupeaux de bétail, les roues de leurs wagons, et leurs approvisionnemens de medecines, de souliers, chapeaux, linge, il ne faut pas inférer cependant que l'armée s'en est retournée les mains vides. Elle s'avança munie d'un grand train de chevaux, de wagons, d'animaux à cornes, et de beaucoup de drogues, de souliers et de chapeaux, bien que ces prises ne puissent compenser, il n'en faut de beaucoup, les pertes subies par les troupes dans les mêmes articles durant la campagne. Le payement fut offert pour chaque objet pris par l'armée et quand le payement était refusé, un reçu était donné en place. L'approvisionnement de bœuf et de farine suffisait aux besoins des troupes, bien que la conduite des habitants rendit impossible un approvisionnement considérable. On ne pouvait avoir de vivres que pour peu de jours à la fois.

Voici un épisode intéressant de la campagne : cela se passait à Williamsport lors de la retraite de l'armée à Hagerstown. Une force considérable de cavalerie rebelle fit une pointe sur le train d'ambulances, qu'emmenait les blessés en Virginie. Il n'y avait dans ce train que le bagage à l'usage des blessés. La cavalerie confédérée, qui, à peu d'exception près, se regrée des très peu favorablement par l'ennemi et par nous mêmes, fit une faible resistance et vida le terrain. Les conducteurs de trains, cependant, et les blessés qui pouvaient leur prêter assistance, saisirent les mousquets que se trouvaient dans les voitures, se formèrent en ligne entre le train et la cavalerie, et avec le secours des gardes, chassèrent l'ennemi et sauvèrent le train et les blessés. L'affaire est connue sous le nom de bataille des charretiers, (Teamsters Battle). Beaucoup d'entre eux avaient été employés dans le service de l'infanterie et ils combattirent bien, mais non sans subir des pertes considérables. Plusieurs ont été tués et blessés.

Je viens d'apprendre par quelqu'un qui est en position d'être bien informé la raison pour laquelle le général Lee a livré la bataille de Gettysburg. Il paraît qu'il avait été porté à croire que l'armée fédérale n'était pas toute arrivée sur la scène de l'action—qu'au moins deux de ses corps étaient absens—et il espérait qu'en tombant soudainement sur l'ennemi avant qu'il put concentrer ses forces, il en aurait bon marché.

La vérité est cependant que l'armée fédérale avait été tenue bien réunie et qu'elle avait marché très rapidement du Rappahannock au Pennsylvanie. Le succès des corps de Hill et de Ewell dont une partie avait aisément fait reculer l'ennemi le premier jour de combat, fut pour beaucoup, sans doute, dans la résolution prise, par le général Lee d'accepter la bataille à Gettysburg. Les deux avaient une démonstration pratique d'une des difficultés qui accompagnent une invasion—le défaut d'informations correctes sur les opérations de l'ennemi, et cela dans un temps où le moindre mouvement de l'armée envahissante est connu et rapporté sans délai.

Il a plu presque chaque jour depuis le passage des Montagnes Bleues par l'armée jusqu'à son retour en Virginie. Les hommes ont couché à la pluie, se sont levés à la pluie, ont fait leur cuisine et mangé à la pluie, ont marché et quelquefois combattu à la pluie. Le jour où je vous écris les deux armées ont été tous les deux à Bunker Hill, vallée de la Virginie, faisant cuire leurs rations, lavant leur linge et faisant sécher leurs couvertures: toutes choses qu'il était indispensable de faire.

IMPORTANTE DECISION SUR LE REVENU.

La decision suivante a été publié comme officielle :

Département du Trésor.

Bureau du revenu intérieur.

Washington, 28 juillet 1863.

Monsieur, vous accuserez les licences, les manufacturez et autres articles, excepté le sucre, à partir du 1er septembre 1862.

Très respectueusement,

JOSEPH J. LEWIS, commissaire.

A Williams H. Higgins, accusateur des E. U. à la Nlle Orléans.

Parlement anglais.

Discussion sur la motion Roebuck.

CHAMBRE DES COMMUNES—*Séance du 13 juillet.*

M. R. Long demande au premier lord de la trésorerie si le gouvernement a reçu quelque communication relative à l'établissement des lettres de Bonaparte par la Russie, et s'il a été adressé quelque réclamation à cette puissance à ce sujet.

M. Layard déclare que le gouvernement n'a aucune connaissance des faits.

Lord Hose demande au sous-secrétaire d'Etat des affaires étrangères si, dans le cas où le Tycoon du Japon se trouverait entraîné dans un conflit avec les forces de l'Empereur spirituel ou avec celles des princes indigènes, les traités existans des nations amies du Japon le forcent à reconnaître l'intervention armée à prendre part dans la lutte.

Lord Palmerston répond qu'il est de règle invariable et fondée sur les meilleures raisons, que les puissances qui font les traités n'admettent pas que l'exécution de ces traités soit subordonnée aux guerres ou aux troubles civils de l'autre, qu'après l'achèvement des opérations qu'elles concernent, et encore pas toujours dans ce cas même. En conséquence le noble lord n'a rien à répondre à la question qui vient de lui être posée—Ecoutez !

L'ordre du jour appelle la reprise de la discussion sur la motion de M. Roebuck reconnaissant la reconnaissance des Etats du Sud—Amérique.

M. Roebuck déclare prendre la parole pour proposer que sa motion soit retirée de l'ordre du jour. Il ne l'avait présentée que pour engager la chambre à faire un acte propre à mettre fin au terrible carnage qui continue en Amérique. C'était agir en même temps pour le plus grand avantage du commerce de la Grande-Bretagne. —Ecoutez !

Le chef du cabinet ayant déclaré que la continuation du débat serait de nature à créer de l'embarras au gouvernement, l'orateur, par respect pour l'opinion et le désir du noble lord, a déterminé son collègue et ami, M. Lindsay, à renoncer pour sa part à toute discussion ultérieure. L'orateur pourrait ainsi :

Maintenant que je ne suis plus pour rien dans cette question, j'ai une autre observation à faire au ministre. Dès ce moment, la plus forte responsabilité pèse sur lui. (Ecoutez !) On a dit que le moment n'était pas venu de soulever la question. J'ai cédé devant cette observation. Mais que le noble lord n'oublie pas qu'il y a deux dangers à craindre pour le gouvernement et le pays, le rétablissement de l'Union sur la base de la Confédération du Sud, et la possibilité de la reconnaissance de cette Confédération par l'empereur des Français isolément.

Ce sont là deux graves dangers pour l'Angleterre (non !—Ecoutez, écoutez !). Le noble lord peut trouver dans sa longue expérience les moyens de justifier pleinement la confiance de la nation dans l'une et l'autre de ces deux questions. J'en reviens sans hésiter la solennité entre ses mains, bien convaincu que, dans mon sentiment personnel, je préférerais que l'examen ne fût pas soustrait à la Chambre. L'intérêt de l'Angleterre, selon moi, demanderait une discussion parlementaire, et je suis prêt à vous obéir au respect qu'm'inspire le chef du gouvernement, que je retire ma motion. (Ecoutez, écoutez !)

M. Lindsay rappelle que la motion avait pour objet de provoquer la Chambre à inviter le gouvernement de la Reine à entrer en négociation avec les autres puissances pour la reconnaissance des Etats du Sud de l'Amérique du Nord. Cette motion figurait sur la liste d'ordre du jour depuis environ six semaines. L'orateur pourrait :

Dix jours avant que la motion ne vint en discussion, j'appris par la rumeur publique que l'empereur des Français avait changé d'idée sur la question. Mon honorable ami (M. Roebuck), informé de cette même source, a déclaré qu'il n'était pas disposé à prendre part à la reconnaissance du Sud."

Mon honorable ami ajoutait qu'il serait bien aise de voir l'Empereur et d'apprendre le fait de lui-même (Rire) J'écrivis à ce sujet à un ami à Paris, me comptant pas que ma lettre parviendrait à l'Empereur, mais seulement que mon ami prendrait des informations et me ferait part du résultat.

Mardi dernier, quatre jours après, arriva jusqu'à l'Empereur. Je reçus une réponse déclarant que je pouvais démentir catégoriquement le bruit en question. Sa Majesté disait : " Je n'ai pas changé d'idées quant à ce qu'a de désirable la reconnaissance du Sud, et si M. Lindsay et M. Roebuck viennent à Paris, je serai bien aise de les voir."

Je remis cette note à mon honorable ami en lui disant qu'il pourrait en donner lecture à la Chambre s'il en jugeait utile. Je ne trouve pas mes fonctions officielles assez importantes pour les exposer ici à Bunker Hill, vallée de la Virginie, faisant cuire leurs rations, lavant leur linge et faisant sécher leurs couvertures: toutes choses qu'il était indispensable de faire.

IMPORTANTE DECISION SUR LE REVENU.

La decision suivante a été publié comme officielle :

Département du Trésor.

Bureau du revenu intérieur.

Washington, 28 juillet 1863.

Monsieur, vous accuserez les licences, les manufacturez et autres articles, excepté le sucre, à partir du 1er septembre 1862.

Très respectueusement,

JOSEPH J. LEWIS, commissaire.

A Williams H. Higgins, accusateur des E. U. à la Nlle Orléans.

Parlement anglais.

Discussion sur la motion Roebuck.

CHAMBRE DES COMMUNES—*Séance du 13 juillet.*

M. R. Long demande au premier lord de la trésorerie si le gouvernement a reçu quelque communication relative à l'établissement des lettres de Bonaparte par la Russie, et s'il a été adressé quelque réclamation à cette puissance à ce sujet.

M. Layard déclare que le gouvernement n'a aucune connaissance des faits.

Lord Hose demande au sous-secrétaire d'Etat des affaires étrangères si, dans le cas où le Tycoon du Japon se trouverait entraîné dans un conflit avec les forces de l'Empereur spirituel ou avec celles des princes indigènes, les traités existans des nations amies du Japon le forcent à reconnaître l'intervention armée à prendre part dans la lutte.

Lord Palmerston répond qu'il est de règle invariable et fondée sur les meilleures raisons, que les puissances qui font les traités n'admettent pas que l'exécution de ces traités soit subordonnée aux guerres ou aux troubles civils de l'autre, qu'après l'achèvement des opérations qu'elles concernent, et encore pas toujours dans ce cas même. En conséquence le noble lord n'a rien à répondre à la question qui vient de lui être posée—Ecoutez !

L'ordre du jour appelle la reprise de la discussion sur la motion de M. Roebuck conservant la reconnaissance des Etats du Sud—Amérique.

M. Roebuck déclare prendre la parole pour proposer que sa motion soit retirée de l'ordre du jour. Il ne l'avait présentée que pour engager la chambre à faire un acte propre à mettre fin au terrible carnage qui continue en Amérique. C'était agir en même temps pour le plus grand avantage du commerce de la Grande-Bretagne. —Ecoutez !

Le chef du cabinet ayant déclaré que la continuation du débat serait de nature à créer de l'embarras au gouvernement, l'orateur, par respect pour l'opinion et le désir du noble lord, a déterminé son collègue et ami, M. Lindsay, à renoncer pour sa part à toute discussion ultérieure. L'orateur pourrait ainsi :

Maintenant que je ne suis plus pour rien dans cette question, j'ai une autre observation à faire au ministre. Dès ce moment, la plus forte responsabilité pèse sur lui. (Ecoutez !) On a dit que le moment n'était pas venu de soulever la question. J'ai cédé devant cette observation. Mais que le noble lord n'oublie pas qu'il y a deux dangers à craindre pour le gouvernement et le pays, le rétablissement de l'Union sur la base de la Confédération du Sud, et la possibilité de la reconnaissance de cette Confédération par l'empereur des Français isolément.

Ce sont là deux graves dangers pour l'Angleterre (non !—Ecoutez, écoutez !). Le noble lord peut trouver dans sa longue expérience les moyens de justifier pleinement la confiance de la nation dans l'une et l'autre de ces deux questions. J'en reviens sans hésiter la solennité entre ses mains, bien convaincu que, dans mon sentiment personnel, je préférerais que l'examen ne fût pas soustrait à la Chambre. L'intérêt de l'Angleterre, selon moi, demanderait une discussion parlementaire, et je suis prêt à vous obéir au respect qu'm'inspire le chef du gouvernement, que je retire ma motion. (Ecoutez, écoutez !)

M. Lindsay rappelle que la motion avait pour objet de provoquer la Chambre à inviter le gouvernement de la Reine à entrer en négociation avec les autres puissances pour la reconnaissance des Etats du Sud de l'Amérique du Nord. Cette motion figurait sur la liste d'ordre du jour depuis environ six semaines. L'orateur pourrait :

Dix jours avant que la motion ne vint en discussion, j'appris par la rumeur publique que l'empereur des Français avait changé d'idée sur la question. Mon honorable ami (M. Roebuck), informé de cette même source, a déclaré qu'il n'était pas disposé à prendre part à la reconnaissance du Sud."

Mon honorable ami ajoutait qu'il serait bien aise de voir l'Empereur et d'apprendre le fait de lui-même (Rire) J'écrivis à ce sujet à un ami à Paris, me comptant pas que ma lettre parviendrait à l'Empereur, mais seulement que mon ami prendrait des informations et me ferait part du résultat.

Mardi dernier, quatre jours après, arriva jusqu'à l'Empereur. Je reçus une réponse déclarant que je pouvais démentir catégoriquement le bruit en question. Sa Majesté disait : " Je n'ai pas changé d'idées quant à ce qu'a de désirable la reconnaissance du Sud, et si M. Lindsay et M. Roebuck viennent à Paris, je serai bien aise de les voir."

Je remis cette note à mon honorable ami en lui disant qu'il pourrait en donner lecture à la Chambre s'il en jugeait utile. Je ne trouve pas mes fonctions officielles assez importantes pour les exposer ici à Bunker Hill, vallée de la Virginie, faisant cuire leurs rations, lavant leur linge et faisant sécher leurs couvertures: toutes choses qu'il était indispensable de faire.

IMPORTANTE DECISION SUR LE REVENU.

La decision suivante a été publié comme officielle :

Département du Trésor.

Bureau du revenu intérieur.

Washington, 28 juillet 1863.

Monsieur, vous accuserez les licences, les manufacturez et autres articles, excepté le sucre, à partir du 1er septembre 1862.

Très respectueusement,

JOSEPH J. LEWIS, commissaire.

A Williams H. Higgins, accusateur des E. U. à la Nlle Orléans.

Parlement anglais.

Discussion sur la motion Roebuck.

CHAMBRE DES COMMUNES—*Séance du 13 juillet.*

M. R. Long demande au premier lord de la trésorerie si le gouvernement a reçu quelque communication relative à l'établissement des lettres de Bonaparte par la Russie, et s'il a été adressé quelque réclamation à cette puissance à ce sujet.

M. Layard déclare que le gouvernement n'a aucune connaissance des faits.

Lord Hose demande au sous-secrétaire d'Etat des affaires étrangères si, dans le cas où le Tycoon du Japon se trouverait entraîné dans un conflit avec les forces de l'Empereur spirituel ou avec celles des princes indigènes, les traités existans des nations amies du Japon le forcent à reconnaître l'intervention armée à prendre part dans la lutte.

Lord Palmerston répond qu'il est de règle invariable et fondée sur les meilleures raisons, que les puissances qui font les traités n'admettent pas que l'exécution de ces traités soit subordonnée aux guerres ou aux troubles civils de l'autre, qu'après

Nouvelles du Nord

Nous empruntons aux journaux de New-York les paragraphes qui suivent :

On n'a jamais su le chiffre officiel des pertes fédérales à Gettysburg. Voici quelques lumières à sujet. Le rapport du chirurgien en chef donne un total de 13,803 blessés, ce qui, en y joignant les morts et quelques prisonniers, ne permet pas d'évaluer à moins de 20,000 soldats la perte des unionistes.

M. Parker, gouverneur du New Jersey, a déclaré par proclamation que son Etat avait trente jours pour remplir son contingent par le système des volontaires, et qu'il serait tenu compte des engagés volontaires, si le tirage au sort avait lieu.

Si le système des volontaires, malgré les primes et les encouragements de toute nature, ne donne plus de résultats satisfaisants, le système des remplaçants en donne déjà de très mauvais. Les hommes qui se vendent ne sont pas gênés pour déserter. A New-Bedford par exemple, huit sur dix se sont enfuis, avec le prix de leur sang et les uniformes fournis par le gouvernement. Conscrits malgré eux ou remplaçants allèchés par le gain, il faudra déjà une armée pour garder celle que l'on veut former avec eux.

Sur ce que la charte de la ville interdit formellement à l'administration municipale le droit de grever son budget.

Sur une décision judiciaire rendue dans le Maine, qui déclare illégale toute allocation destinée à racheter les conscrits.

Enfin, sur ce que l'intervention du conseil municipal, dans les circonstances où elle a été produite, équivaut à un encouragement pour l'ennemi.

Des raisons peuvent être plus ou moins fondées ; mais était-ce bien le moment de s'arrêter à des considérations purement techniques ? Le vetip de M. Opdyke va avoir le plus fâcheux retentissement parmi les masses, auxquelles il enlève la chance d'exemptions qu'on leur avait promise, et la reprise du tirage au sort devient une question plus délicate que jamais.

(Courrier des E U)

LA CONSCRIPTION.—Une correspondance de Washington dit que les autorités militaires et civiles sont toutes d'accord sur a nécessité de la mise à exécution immédiate de la loi du tirage. L'expiration du temps d'un grand nombre de soldats pendant les mois qui vont suivre, et les pertes constantes de l'armée réduiront bientôt les forces fédérales que les nouvelles recrues sont regardées comme indispensables. Une grande partie des troupes qui se retirent pour raison de fin de service appartiennent à l'armée du Potomac.

EXPEDITION DU MEXIQUE AUX ETATS-UNIS.

Nous lisons dans une correspondance spéciale adressée le 28 juillet de Washington au *Times* de New York :

Les gens qui sont en mesure d'être bien renseignés disent que le parti de Juarez a envoyé des émissaires au gouvernement fédéral pour lui offrir la cession du Mexique, à la condition de punir main forte aux Mexicains pour chasser les Français et réduire le parti de l'Eglise."

On lit dans un autre journal :

LA QUESTION ETRANGERE.—Le cabinet n'a encore discuté aucune mesure de paix fondée sur l'intimidation étrangère ou sur une crise européenne qui amène le succès continu de nos armées en campagne. Avec les ports sur l'Atlantique en notre possession et l'armée du général Rosecranz dans l'Est-Tennessee, le gouvernement sera en position de considérer la question de la paix, et il ne se laissera pas influencer par les menaces de l'étranger. C'est seulement quand nous sommes faibles que nous avons à les craindre.

La question de pacification.

Si nous en croyons le *Washington Chronicle*, journal publié par le colonel Forney, et généralement accrédité comme l'organe de l'administration, il n'y a eu dans le cabinet de Mr. Lincoln aucune divergence sérieuse d'opinion sur la question de l'esclavage et la fameuse correspondance du *N. Y. Herald* sur la division du cabinet à propos de pacification et de conciliation ne serait qu'un roman. Voici l'article du *Washington Chronicle*, qu'on peut regarder comme une révélation après le délai qui s'est écoulé entre la publication de la correspondance du *Herald* et la rectification que donne aujourd'hui le journal de Forney :

Le cabinet, dans aucune circonstance, n'a jamais discuté en séance publique l'idée d'offrir, par une base quelconque, la paix aux rebelles en armes. Il n'y a pas eu de division sérieuse dans le cabinet au sujet de la paix ou de l'esclavage et rien n'est plus faux que l'imbroglio ministériel dont il a été question. Il n'a jamais été question de faire pas de propositions de paix tant que les rebelles seront armés contre le gouvernement.

La plus chaude discussion dans laquelle le gouvernement a été engagé était relative à la réduction de la proclamation d'émancipation, et, en cette occasion, le président formait à lui seul le parti conservateur. M. Seward demanda qu'aucune restriction ne fut mise à l'application de l'émancipation ; il insista au contraire sur l'universalité de la mesure. Les secrétaires Chase et Stanton soutinrent la même rédaction, mais le président fit exception pour Norfolk et d'autres nombreux districts, restreignant ainsi la vérité de la mesure aux districts en rebellion ouverte contre l'Union.

Quant au sort de l'esclavage à la fin de la guerre, le cabinet est parfaitement uni et les membres ne diffèrent que sur les moyens d'en amener l'annihilation. MM. Chase, Stanton, Welles et Usher sont d'opinion que l'esclavage devrait cesser dans toutes les sections à la fin de la guerre, tandis que MM. Blair, Seward et Bates se prononcent pour une émancipation graduelle. Mais aucun membre du cabinet n'entretient l'idée de reconstruire l'Union sur la base de l'esclavage et aucune proposition en conflit avec la proclamation d'émancipation ne sera reçue.

NOUVELLES DE SAINT-LOUIS.—Nous lisons dans la *Revue de l'Ouest* :

La Chambre du Commerce a décidé jeudi dernier, d'envoyer à Washington une délégation chargée de demander au président de faire établissement immédiat de la navigation commerciale sur tout le cours du Mississipi.

Dimanche dernier, après-midi, un conflit sanglant a eu lieu sur la levée d'Illinoistown entre des charretiers allemands et irlandais. Une douzaine d'individus ont été tués dans les mêlées et des contusions plus ou moins graves. Un des combattants s'étant réfugié dans la cave de M. Schweichard, ses adversaires voulurent l'y poursuivre ; l'hôte leur barra courageusement le passage. Ils menacèrent alors de démolir la maison : mais la voyant gardée par quelques gens armés, ils s'éloignèrent et l'ordre ne tarda pas à se rétablir. On ignore le rôle que la police a joué dans cette bagarre.

CONFÉDÉRÉS PRISONNIERS DE GUERRE.—Un corps de 159 prisonniers confédérés du Missouri est arrivé hier matin par le chemin de fer central du Nord. Ces prisonniers ont été conduits au fort Mcllenry. Parmi eux on remarquait plusieurs vieillards, un entre autre qui éprouvait si fort le poids des années, qu'il a fallu, pour qu'il pût suivre ses camarades, le faire monter à cheval.

[Baltimore Sun d. 3 juillet.]

ANARCHIE A VENEZUELA—La république vénézuélienne est de nouveau en proie à la guerre civile. L'ex-président, général Paez, et le neveu de Porte Carbello, étroitement bloqué par l'amiral Paez, qui réclame la succession de son père. Falcon a été nommé commandant en chef par un tribunal militaire, en attendant que l'assemblée choisisse un consul pour dix ans.

Le nouveau chef dit et l'amiral Paez sont ennemis déclarés.

Les affaires sont anéanties. L'anarchie est au comble. La banqueroute et la ruine sont imminentes.

Banques Suédoises.

Nous sommes heureux de pouvoir annoncer à nos amis et au public en général, le débarquement du steamship Morning Star, à vendre ici.

4 juillet—1m E. B. MOUGIN, pharmacien Encoignure Bienville et Dauphine

EDITION D'HIER SOIR.

Nouvelles par la voie du Sud

Extraites des journaux de Mobile.

Le *Picayune* a reçu des journaux de Mobile du 30 juillet et du 1er août qui contiennent les nouvelles suivantes :

MORT DE M. YANCEY.

Montgomery, 28 juillet.—L'honorable Wm L Yancey est mort aujourd'hui à sa résidence près de la ville, après une maladie de quatre semaines.

Combat à Manassas Gap.

Richmond 28 juillet— Le combat dont on a parlé a eu lieu à Manassas Gap le 23.

La brigade de Wright, commandée par le colonel Walker, du de Georgie, s'est approchée du défilé et le trouvant gardé par une force de 3000 à 5000 fédéraux, s'est arrêtée pour attendre des renforts. Les fédéraux profitant de la disproportion du nombre ont attaqué la brigade et il y a eu un combat très vif qui a duré plusieurs heures.

Les confédérés se sont retirés avec une perte de 300 tués et blessés, le colonel Walker a été blessé à la cuisse. La perte de l'ennemi est lourde.

Fuite de quelques hommes de Morgan

Chattanooga, 28 juillet.—Une dépêche adressée au *Rebel* de Dublin, Virginie, envoyé par Stilwell, opérateur de Morgan, dit que une troupe de 300 hommes du corps de Morgan a traversé l'Ohio le dimanche 19 à 11 mille au-dessous de Parkersburg.

DE RICHMOND.

Richmond, 28 juillet.—Le général Neal Dow partira pour Mobile demain. On dit que Grant a rejoint Meade avec 10,000 hommes.

Richmond, 29 juillet.—La mort de la mère de M. Yancey a causé un profond regret parmi ceux qui appréciaient ses qualités comme homme d'Etat et son dévouement à la cause du Sud. On regarde sa mort comme une calamité.

M. Pierre Soulé est arrivé récemment à Richmond. On dit qu'il a pris une part active dans la médiation de la part de l'Empereur Napoléon, et que son opinion est basée en partie sur l'impopularité du mouvement contre le Mexique et sur les récentes élections en France.

La cessation de l'échange des prisonniers à City Point, nous prive des nouvelles qu'on recevait par cette voie.

On croit que la prochaine bataille aura lieu sur le Rappahannock.

Atlanta, 29 juillet.—L'or s'est vendu aujourd'hui à l'encan à raison de $11 75 à $12 en billets Confédérés pour un dollar en or. En billets de banque on paie $3 30 à 3 60 pour un dollar en or.

L'armée du Mississippi.

Mortou, 31 juillet—Le découragement qui avait régné dans l'Etat depuis la chute de Vicksburg et la capitulation de Jackson, disparaît rapidement. On a beaucoup plus d'espoir depuis que l'ennemi s'est replié sur Vicksburg.

Nombre de Mississippiens qui avaient déserté reviennent maintenant sous leurs drapeaux, et nombre d'expéditions de guerrillas ont lieu pour rendre impossible la navigation du Mississippi.

Les troupes en grand nombre, qui avaient été laissées en arrière, malades et épuisées par les travaux des tranchées, à Jackson, reviennent journellement.

Le moral de l'armée s'améliore merveilleusement sous la discipline du gén. Hardee.

Nouvelles diverses.

Le major-général Jones M. Withers est arrivé à Mobile de l'armée du Tennessee. On croit qu'il commandera les forces de l'Etat de l'Alabama.

Les journaux de Richmond annoncent la mort de William H. Letcher, frère du gouverneur Letcher. Il est mort à Lexington le 20 du courant, dans la 34e année de son âge.

Mme Ruhl et sa troupe ont fait la clôture de leur engagement et de leurs succès dans cette ville samedi soir. Nous regrettons que la saison ne se prolonge à Chattanooga, où ils se proposent de donner une série de concerts, après quoi ils iront à Dayton, Marietta, &c.

(Atlanta Paper du 27 juil)

L'*Advertiser* de Mobile du 1er courant dit qu'un incendie a complètement détruit, hier au soir, vers huit heures et demie, la piqueerie de Child, située près de la gare du chemin de fer. La perte est très forte. L'établissement n'était pas occupé.

Le *Telegraph* de Macon, du 22 courant annonce que le général Toombs a traversé cette dernière ville le 21 et qu'il se rend sur sa plantation dans la partie sud-ouest de la Georgie. Il a dit à un des commis du Brown House, en parlant de la cherté des vivres, que le propriétaire de l'hôtel où il avait logé la veille au soir, n'avait voulu lui permettre de payer la carte qu'au moment de son départ et a doublé pour lui presque les prix des provisions pouvaient manquer avant le matin.

On lit dans le *Rome Southerner* de vendredi à "Environ cent prisonniers fédéraux ont été débarqués hier à Rome. Ils étaient à bord du bateau *Lowra Moore*. Ils ont été pris par le 9e régiment du Tennessee, entre Jackson (Tennessee) et Lexington. Il y avait parmi eux sept officiers dont deux lieutenant-colonels. Un de ces derniers est Français et ne sait pas un mot d'Anglais.

Un correspondant du *Columbus Enquirer* donne des détails intéressants sur la retraite récente de Bragg :

Le pont sur la rivière Elk a été incendié par nos troupes, mais le tablier seul a été consumé. Le général Wharton, marchant sur deux lignes, a rejoint la ligne ennemi au moment où celui-ci s'était engagé sur le pont. Il se trouvait là 500 hommes dont pas un ne s'en sauva.

Les paysans ont vu que dans les combats contre les fusurgés c'était eux qu'on mettait d'abord en avant, et que toute la force des insurgés s'épuisait sur eux. Aussi refusent-ils de marcher. Pour le recrutement, c'est encore pis : tous les jeunes gens désignés pour en faire partie se sauvent dans les bois.

UNE COMETE—On lit dans l'*Indépendance Belge* :

Mardi soir, de neuf heures à dix heures, une comète d'assez grande dimension a été observée dans la direction du Sud. L'apparition de cette comète avait été annoncée tout récemment à l'Académie des sciences par un astronome amateur, M. Odel.

MACHINES, &c—M. H. H. LeLean, offre des machines, une bouilloire, &c, à vendre—Voir l'annonce.

CHRONIQUE LOCALE.

FUNERAILLES—Les officiers et les membres de "l'Eagle Steam Engine Co No 7", se réuniront, en grand uniforme, ce matin, à 10 heures précises, pour assister aux funérailles d'un de leurs frères exempts.

COUR DU COL. DWIGHT.—M. Frank Easton qu'on accusait de garder les papiers d'émancipation d'une femme de couleur, a prouvé qu'il ne les avait jamais eus et il n'a pas été établi qu'ils eussent jamais existé. Le tribunal a prononcé l'acquittement.

Dans le cours des plaidoiries, le lieutenant Hanks, qui représentait l'accusatrice, a fait observer qu'attendu que la femme avait droit à la liberté sous l'empire d'un ordre du général Butler, il serait juste que ses cinq enfants lui fussent livrés. Le magistrat a répondu que le président des Etats-Unis ayant expressément reconnu la légalité de l'esclavage dans cette section du pays [la paroisse d'Orléans] ou demeurent tous les parties, la cour militaire n'a pas le droit de lancer un ordre de ce genre. Les enfants resteront donc chez leur maître.

CONDAMNATION.—MM. Gallagher et Greenhaw ont été traduits, hier matin, devant le Prévôt, sous prévention d'avoir vendu trois tierçons de bacon en mauvais état. Ils avaient déjà été jugés et condamnés à une amende de $100 et aux frais. Ils avaient déjà vendu leur livraison et, après examen du commissaire des rues, le chef de la police avait ordonné qu'on le jetât dans le fleuve. M. Crenshaw, l'encanteur a été condamné à cinquante piastres d'amende, mais M. Gallagher a été acquitté parce qu'on n'a pas prouvé que le bacon lui appartint.

COUR PREVOTALE—Vendredi matin—Un citoyen bien connu était accusé d'avoir vendu un cheval qu'il savait avoir été volé. Ses amis assurent qu'il serait le dernier homme à commettre une pareille faute. Il paraît qu'il avait vendu l'animal à la demande d'un individu qu'il connaît le lieutenant Anderson et venait de Fort Hudson, qu'après le départ du prétendu propriétaire on découvrit que le cheval appartenait au gouvernement. L'accusé a facilement prouvé son innocence et le magistrat l'a fait relacher sur le champ.

Deux autres citoyens respectables sont venus répondre à l'accusation d'avoir tenu des propos séditieux. Le watchman a déclaré avoir entendu la conversation dans un restaurant de la rue du Cirque, vers une heure. Il n'y en a pas eu de plainte de l'armée des Etats Unis faisait partie de la société. " J'ai entendu quelqu'un crier, a dit le policeman, qu'Abraham Lincoln est un menteur, car dans la première proclamation il s'est engagé à protéger l'esclavage et il ne l'a pas fait." Le *Trop Dolte* l'a prouvé la semaine dernière."

Un des convives dit qu'il ne quitterait pas la ville parce qu'il voulait protéger ses propriétés et empêcher que les femmes ne fussent violées. Après que le gardien de la paix eût cité de longues histoires, le capitaine a déclaré que la conversation avait lieu entre gens bien élevés et que si elle avait été séditieuse il eut interrompu lui-même. Le watchman, s'il ajouté, est entré dans la chambre et le monsieur qu'il avait cité conclu sur un sofa et n'avait point parlé ; les autres l'accompagnèrent au poste et y furent arrêtés. Deux des accusés ont été relachés, mais celui qui avait parlé de femmes et de propriétés, a dû fourn